

## BGE 24 II 273

Bundesgericht (BGE), 1898-01-01, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge\\_24\\_II\\_273](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/bge_24_II_273)

FR: ATF 24 II 273

IT: DTF 24 II 273

### Volltext

272 Civilrechtspflege. D., 6. 203 f.). ~n m5irflid)feit tft ferner ber ..\tHigerin aud) aus !:ler bon ber ~äf)e ber jßull>erfabrif f)errüf)renben @efiil)rbung tl)rer meii~ung ein 6d)aben erttlad)fen. 6ie l)at fid) blesbeaügUd) na= mentlid) barauf berufen, ba~ bie {jrequen3 il)rer ?IDirtid)aft feit ber @;r:pfofton erl)eofid) 3urüd'gegangen fei. &s ift bies aud) nad): gettliefen. 3ttlar l)nt bie mettleisfü)lung über bie einaelnen \)on ber ..\tlägetin angefü)l)rtent metj:piele nur ein ieqr bÜtf~tges l)Rejuftat geHefett. ;nagegen l)aoen bie fogenannfen öfonomifd)en &;r:perten an S)anb ber aUerbings mangell)aften mud)fü)lung ber .ff:lägertn unb anbeter amecfbienlid)er S)tlfsmittel fonftatiert, bau oer ..\ton~ lum in ber m5irtfd)aft berreIben feit bem ~al)re 1893 bebeutenb 3urüd'geg(mgen ift ;nies mUE aber naturgemäß einen ungüñiti~en @tnflul3 auf bie merfäufHd)feit ber ~ieflenjd)(tft unb ber ~ttb fd)afts\)orräte ausgeübt unb ba mit eine @ntmertung berleIOen bemirft l)aben. ;nie &;r:perten l)aoen ferner auf beaügUd)e @rläute: rungsfrngen l)in feftgefteUt, ban aUerbings nid)t bit' gefamte l)re: quena)erminberung nuf l)Red)nung ber &;rplofion \)om 4. 3anuar 1893 oeam. oer ilCäl)e ber jßuI'oerfabrtt ou feten jei, abcr bod) ber grö\3ere ~eir. Unter l)Berücffid)tigung aUcr Umftänbe l)aben fte oie ganae &ntmertung aUT 20,000 l)Jr., ben auf bie &;r:ploiiions~ gefal)r fnUenben ~eU auf 10,000 l)Jr. angeiett. mon biefer auf rid)tiger @runolage 6erul)enben @d)ätung abaugel)en Uegt fein @runb \)or, auma l) ba fid) biefelbe \)on oerorientgen ber frü)l)er im ~in\)erftanjmts beiber jßarteieu aur l)Begutad)tung biefer l)Jmge be~ rufenen ~~~erten nur infottleit entfernt, als bieie ben gefamteu @Sd)noen, mit 3nbegriff bes ourd) bie &;r:plofion bireft \)emrfud): tm, auf 15,000 U:r. aufd)lugen. &ß muU beslal6 ber bal)edge !tnf:pmd) ber ..\tfrigerin in einem metrage \)on 15,000 l)Jr. gefd)ü~t werben. ;nemnd) l)at bas iBunoesgerid)t erhñnt: ;ner ..\ttriigertn ttlib i9r ..\t{ag~begel)ren iu einem metrage \)ott 17,000 U:r. aufgef:prod)en. Lausanne. - Imp. Georges Bridel & O. CIVILRECHTSPFLEGE ADI\ßNISTRATION DE L~\ JUSTICE CIVILE I. Organisation der Bundesrechtspflege. Organisation judiciaire federale. 34. ArnU du 23 avril 1898, dans la cause Ruegger contre Scheimbet. Recours en refol'me; competence du Tribunal federal? - Droit federal ou droit cantonal? - Le contrat d'alienation de suc- cession est regi par le droit cantonal (art. 76 CO.). Par acte passe a la Chaux-de-Fonds le 9 aout 1897, Fer- nand Scheimbet, photographe a Geneve, devenu niajeur depuis peu, expose que son ex-tuteur, le notaire Barbier a la Chaux-de-Fonds, s'est refuse a lui remettre sa fortune, dont il aurait eu besoin pour une association, et l'a menace de le faire placer sous curatelle; vu ces faits, Scheimbet declare ce qui suit: « Je fais par la presente cession, c'est-a-dire que je vends et transfere purement et simplement, sans aucune exception. en faveur de Frederic dit Fritz Ruegger, agent de droit a la Chaux-de-Fonds, tous mes droits dans la succession de feu mon pere Ami-Lucien Scheimbet; ainsi le dit F. Ruegger est subroge dans tOllS mes droits resultant de ma qualite d'heri- tier de mOll dit pere, de sorte que lui seul aura le droit de toucher ce qui me revenait dans la successiOll. XXIV, 2. - 1898 18 ~74 Civilrechtspflege. ~ Le prix de vente et de transfert a ete fixe d'un

commun accord a la somme de 9000 francs, dont je donne ici quittance ensuite d'une obligation avec garantie de meme valeur. » Par acte du meme jour, Ruegger reconnaît devoir a Scheim- bet la somme de 9000 francs, «payable 1500 francs le 11 aout 2000 francs sauf circonstances graves de realisation de , l'actif Scheimbet, le 20 aOllt, 3500 francs fin septembre et le solde par 2000 francs le 31 decembre prochain, sans interet. » Cet engagement etait garanti par le cautionnement du Dr G. Pfyffer, a la Chaux-de-Fonds. Scheimbet n'ayant toucM que 30 francs environ a compte du premier versement et ayant d'ailleurs appris que Ruegger n'etait pas en etat, non plus que la caution Pfyffer, de lui payer la somme de 9000 francs, deposa deja le 18 aoiit 1897 une plainte penale contre Ruegger. Par jugement de la Cour d'assises du canton de Neuchâtel, du 1er decembre 1897, ce dernier fut condamne a 18 mois de reclusion, a 50 francs d'amende et a 5 ans de privations des droits civiques eomme coupable d'eseroquerie au pnSjudice de Fernand Scheimbet. Ce jugement est base sur le verdict du jury constatant que Ruegger avait declare a Scheimbet, sachant que cela etait faux, que ceui-ci etait sous le coup d'une menace de curatelle de la part du notaire Barbier et qu'il devait y avoir dans les eomptes de ce dernier une erreur de 10000 francs, somme qui serait perdue; que Ruegger avait ainsi fait naitre chez Scheimbet la crainte chimerique de perdre sa fortune et de ne pouvoir pas s'en rendre possesseur autrement que par une cession, que Scheimbet avait efectivement signee en. faveur de Ruegger. Statuant sur les conclusions civiles du plaignant par juge- men.t du 26 fevrier 1898, la Cour d'assises a annuM la ces- sion du 9 aout 1897, ainsi que la reconnaissance de Ruegger et le cautionnement du Dr Pfyffer, et condamne le defendeur aux frais fixes a 36 francs. Ce jugement est fonde sur le motif que la cession du 9 aOllt est nulle pour eause de dOI en vertu de l'art. 24 CO. En temps utile, Ruegger a declare recourir au Tribunal 1.

Organisation der Bundesrechtspfleger. No 34. 275 federal contre le dit jugement; il conclut a ce que le Tribunal federale reforme et declare que l'acte de vente et cession est valable et a ete fait de bonne foi. Considerant en droit: La question se pose de savoir si c'est le droit federal ou le droit cantonal qni est applicable en la cause. Cette question appelle les considerations suivantes: ~'acte attaque, soit la cession du 9 aOllt 1897, se carac- terIs~ comme une vente d'une part de succession echue. 01' le Tribunal federal a juge dans la cause Censi contre Patri- ciat .de Br~ganzona, (Voil' Rec. off'. xxn, page 434 et suiv., consld. 2 zn fine) que les ventes de successions et d'une maniere generale les contrats ayant pour objet la succession ~eme deja o~verte d'un tiers, sont regis, apres eomme avant I entree en VIgueur du CO., par le droit cantonal. Il a admis que ces. eontr~ts ne sont pas de nature successorale propre- ment dIte, maIs sont cependant dans un rapport si etroit avec le droit de succession qu'ils ne sauraient etre regis par une autre loi que eelle qui regle ce droit. Cette maniere de voir est justifi.ee et doit etre maintenue. Il est vrai que les ventes en question, surtout lorsqu'elles ont trait a une succession deja ouverte, ne produisent pas des effets de droit succes- soral, mais uniquement de droit contractuel; en effet l' aehe- teur d'une heredite ne devient pas heritier. Mais l'objet de ces ventes est une heredite et il faut des lors que le droit ean- tonal, auquel la Iegislation en matiere de droit de sucession est reservee, puisse egalement regler la question de savoir dans quelle mesure une sucession peut etre alienee, meme avec effet purement contractuel, et quelles sont les conditions de validite et d'efficacite de l'alienation. De fait plusieurs Iegislations cantonales renferment des dispositions particu- lieres coneernant les alienations d 'heredite, dispositions sou- mettant celles-ci ades formes speciales ou prevoyant que la vente a un tiers, c'est-a-dire a une autre personne qu'un eohéritier, d'une part a une sucession non partagee est nulle ou peut etre rendue inefficace par les coheritiers moyennant remboursement à l'acheteur du

prix paye par lui ou enfin réglant d'une manière spéciale la garantie due par le vendeur 276  
 Civilrechtspflege. et la responsabilité de l'acquéreur vis-à-vis des créanciers de la  
 succession. (Voir Huber, Schweiz. Privatrecht II, page 344 et suiv.) Les contrats  
 d'aliénation de succession ont ainsi avec le droit de succession des rapports tels que l'on doit  
 leur appliquer aussi la réserve du droit cantonal, contenue dans l'art. 76 CO., relative à la  
 formation des obligations qui ont leur source dans le droit de succession. C'est dès lors au  
 droit cantonal qu'il appartient de décider si les ventes de succession sont soumises, quant à  
 leur validité, aux principes généraux du CO. sur l'erreur, le dol et la violence ou si des  
 règles spéciales leur sont applicables; c'est au droit cantonal à établir quelles sont les  
 circonstances qui peuvent vicier ces contrats et les rendre nuls. En tant que les législations  
 cantonales ne renferment pas de dispositions particulières sur la matière, les principes  
 généraux du CO. peuvent sans doute être appliqués; mais ils ne le sont pas dans ce cas  
 comme règles de droit fédéral, de par la volonté du législateur fédéral, mais comme droit  
 cantonal subsidiaire, de par la volonté du législateur cantonal, qui n'a pas établi de règles  
 particulières pour les contrats en question, mais les a soumis aux principes généraux du  
 CO. en vertu de sa compétence législative propre. Ce n'est plus alors le droit fédéral qui est  
 appliqué, mais le droit cantonal. Dans l'espèce, la Cour d'assises de Neuchâtel a fondé son  
 jugement sur l'art. 24 CO. Mais cette disposition était applicable et a été appliquée comme  
 droit cantonal subsidiaire et non comme règle de droit fédéral. Il suit de là que le Tribunal  
 fédéral n'est pas compétent pour statuer sur le recours. Par ces motifs, Le Tribunal fédéral  
 prononce: Il n'est pas en matière, pour cause d'incompétence, sur le recours de F.  
 Ruediger contre le jugement de la Cour d'assises de Neuchâtel du 26 février 1898. •  
 Organisation der Bundesrechtspflege. No 35. 35. Urteil vom 23. März 1898 in 15ad)en  
 ~rad)fer gegen .Boljnt). 277 Berufung; eidgenössisches oder kantonales Recht? -  
 Gewährleistung beim Viehhandel, Art. 890 O.-R.; V01'schriften kantonaler Gesetze,  
 welche die Gewährleistung des Verkäufers von einem schriftlichen Gewährversprechen  
 abhängig machen, verstossen nicht gegen Bundesrecht, A. :nurd) Urteil vom 5. ~eoruar  
 1898 l)at ber ~:peuationß" unb .l'taffung.i3~of be.i3 .l'tanton.i3 .l'bern crfannt: :nie  
 @etirüber ~l)riftian unb @ottlieo ~rad)fer finb mit i~ren fämtltd)en srrag.i3" oegeljren  
 aBgeUiefen. B. @egen biefen i3 UrteH ergriffen bie srrlliger red)taetig bie .Be" rufung  
 ci)entueU raffung.i3oefd)"mbe an baß .l'Bundes.i3gerid)t, inbem fte bie ~nträgc ftellten,  
 e.i3 feien in ~oänberung be.i3 erftmftana" lid)en UrteU.i3 bie jtfagi3oegere ~ren ocr @eoriiber  
 ~md)feI benfelben 3u3ufpred)en. :nie l5d)aben.i3erfa~anf~riid)e feien nad) gericftltd)em  
 Q:rmeffen feft3uf~en. Q:~entue(( für ben ~a(( ba.i3 @erid)t an" ueljmen foUte, bie  
 ?Serufullg fei ntcft) 3ufäfiig, t)erbe .l'taffung bei3 !autona[en UrteH.i3 i)erlangt, inbem  
 ftatt eibgenöfjid)en :Red)ti3 fantonale.i3 :Red)t angeUJcnbet worden fei. Bur  
 .l'Begründung mad)en fie, inbem fte auf iljre ~ntriige \)or ber fantonalen ,3nft<ma i)er"  
 weifen, geltenb: :na.i3 fantonali' @efe~ bom 30. Dftotier 1881 mad)e aUerbing.i3 oeim  
 Sjanbel mit ~ieren au.i3 bem l.ßferbegef)ied)t unb mit :Rinb\jie~ bie @cwäljr.i3:pjlid)t  
 \)on einer fd)riftltd)en mer" einoamng aBbiingig. ~Uein au einer fold)en .l'Beftimmung  
 über bie ~orm bei3 mertmge.i3 rei bie fantonafe @efe1\$gebung nid)t Be" fugt, ba ~rt. 890  
 D.,:R. bai3 fantonafe lRed)t in biefen Sjinfid)t ntd)t i)oroeljaUe. :nie mertriige feien  
 form[o.i3 unb bai3 fantollale lRed)t fönne nur Beftimmen, oB Bei einaeInen SJRingeln bie  
 ?man" belungi3" ober l)Jeinberung!3ffage l.j3fa1\$ greife ober nid)t. Q:.i3 fet baf)er 3u  
 Unred)t fantona[e.i3 lRed)t angeUJenbet UJorben. Sjinfid)l) Ud) be.i3 6treitwerte.i3  
 fiif)ren bie srUiger au.i3: :verfeIbe Belaure lid) nad) ben gemiui ~rt. 12, Biff. 6, 15, 16, 17,  
 18, 19, 20 unb 21 oer sriagefcl)rift geforb)ten ?Setriigen auf 3227 ~r.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.